

## **Sortir de la Deuxième Guerre mondiale? Entre oubli, indemnisation, reconstruction et répression Etat des sources et de la recherche**

### **Conclusions d'une journée d'études**

**Par Chantal Kesteloot & Bruno De Wever**

Dans l'historiographie belge, la Seconde Guerre mondiale et ses lendemains ne sont absolument pas des laissés-pour-compte. La bibliographie courante sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, rédigée entre 1970 et 2006 par des collaborateurs du CEGES (Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines ), contient plus de 8.000 titres ([www.cegesoma.be/cms/bibliographies\\_fr.php](http://www.cegesoma.be/cms/bibliographies_fr.php)). Rien n'indique que l'activité historiographique dans ce domaine aurait diminué au cours des dernières années, bien au contraire. L'intérêt semble encore augmenter, non seulement chez les chercheurs, mais aussi auprès d'un large public de personnes désireuses d'en savoir plus sur l'histoire de leurs familles ou de leurs régions durant la guerre.

La guerre confronte Monsieur et Madame tout le monde à des situations voire des choix exceptionnels comme le rappelle très justement Xavier Rousseaux dans son introduction. Qui dit moments exceptionnels suppose aussi une demande exceptionnelle. Après une phase d'oubli, la demande a explosé et n'est pas près de se tarir même si certains aspects, certains comportements ont plutôt été refoulés. Si on sort progressivement de l'ère des témoins, force est de constater qu'une période comme la guerre et ses suites ne constituera jamais le monopole de l'historien. Cette demande sociale doit être rencontrée dans le respect de l'éthique et de la vie privée. Il s'agit, à travers des choix individuels, familiaux, locaux de comprendre les mécanismes d'une société en crise, confrontée à une occupation étrangère. Au-delà, il s'agit d'appréhender les héritages tant individuels que sociétaux de cette période traumatisante. Pour permettre que ce processus de digestion du passé se fasse – parce qu'il s'agit là d'une dimension essentielle en démocratie – un certain nombre de critères essentiels doivent être rencontrés dont l'accès à l'information (et donc aux archives) et à des règles claires en matière de transparence.

Une première conclusion qui peut être tirée des exposés des archivistes qui ont pris la parole pendant cette journée d'études, est que les archives de guerre suscitent un intérêt énorme, tant des chercheurs que d'un public plus large, dont les motivations vont au-delà de la simple curiosité scientifique.

Deuxièmement, on peut constater que les archives de guerre sont très riches et très vastes. Dans les milieux d'historiens, les guerres sont d'habitude le synonyme de destruction d'archives. Mais les guerres donnent également naissance à beaucoup de documents d'archives : Pierre-Alain Tallier a calculé que les archives de guerre représentent 12% des collections des Archives de l'État pour la période contemporaine. Considérant que la période 1940-1945 constitue 2,5% des quelque deux siècles d'archives contemporaines, un simple exercice arithmétique – un peu simplifié, il est vrai – nous apprend que les cinq années de la guerre ont généré cinq fois plus d'archives que dans des circonstances normales. Il s'agit au total de 19 kilomètres d'archives, dont les trois quarts ont été acquises au cours de la dernière décennie, et on peut s'attendre à ce que la collection d'archives de guerre des Archives de l'État s'accroisse considérablement dans les années à venir. Les Archives de l'État font notamment des efforts pour acquérir les archives des juridictions militaires, relatives à l'incivisme. Ces démarches ont déjà sorti quelques résultats concrets, mais la plupart des archives, et notamment les dossiers pénaux de belges condamnés pour incivisme, tardent à arriver. Sur la base des travaux de Rolande Depoortere et des inventaires de Paul Drossens, Lawrence Van Haecke a dressé un rapport sur l'histoire et la situation actuelle des archives de la Justice militaire, en l'occurrence de celles du Haut Commissariat pour la Sécurité de l'État et du Prince régent. Il ne faut pas s'étonner que les guerres donnent lieu à la production de beaucoup d'archives, notamment dans les institutions nouvellement créées par les autorités occupantes. Cependant, ce sont surtout les suites de la guerre qui mènent à une augmentation énorme du volume d'archives. L'Etat restauré dans ses prérogatives régaliennes marque sa volonté de gérer l'héritage du conflit à tous les niveaux: répression de la collaboration, réparation des dégâts commis sur le plan matériel, indemnisation des victimes, reconnaissance des héros, mise en oeuvre sur le plus long terme des politiques mémorielles. Toutes ces démarches nourrissent une incroyable production d'archives.

À côté des archives pénales et civiles, issues de sanctions pour incivisme, il y a aussi des documents relatifs à des peines pécuniaires, entre autres les dossiers du séquestre, qui revêtent une importance singulière, clairement démontrée par la contribution de Luc Vandeweyer. Paul Drossens attire l'attention sur la valeur des archives générées dans le contexte de la détention de dizaines de milliers de Belges dans des camps d'internement et des prisons. Les victimes des guerres laissent – heureusement – aussi des archives. Paul Drossens démontre qu'il ne s'agit pas uniquement de documents, généralement allemands, en matière de poursuites, créés pendant la guerre, mais que la plupart des archives produites dans ce domaine datent d'après la guerre. Les Belges qui avaient subi des préjudices suite au conflit mondial, pouvaient s'adresser à l'Office des Dommages de Guerre.

A travers les archives du ministère de la reconstruction, c'est un vaste chantier qui comprend 10 kilomètres linéaires d'archives qui s'ouvre peu à peu à la recherche. Il faut dire que plus de

20% des immeubles ont souffert de la guerre. C'est dire si le défi était de taille et a laissé des traces.

Les Belges avaient été poursuivis, étaient reconnus et soutenus par le Service des Victimes de la Guerre, une administration toujours active et abritant des archives très riches, comme on a pu le déduire de l'exposé de Gert de Prins (voir aussi <http://warvictims.fgov.be>). La contribution de Michaël Amara a signalé que les documents relatifs à la reconnaissance des Belges qui avaient participé à la résistance ou qui ont d'autres mérites nationaux, constituent aussi une source appréciable.

L'histoire de la guerre n'est évidemment pas l'apanage des autorités et des services d'archives publiques belges. En effet, il y a les archives des autorités occupantes, détenues souvent par des services d'archives étrangers, ainsi que les documents conservés par de nombreux organismes, des institutions privées et des particuliers qui ont joué un rôle pendant et après l'occupation. Le CEGES et son prédécesseur, le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, se sont efforcés les 40 dernières années d'acquérir et de rendre accessibles ces archives et ces collections. (voir pour un aperçu: [http://www.cegesoma.be/cms/archives\\_fr.php](http://www.cegesoma.be/cms/archives_fr.php).) L'article de Dirk Martin, archiviste du CEGES, dans *Bronnen voor de studie van het Hedendaagse België* donne un aperçu de tous les fonds et de tous les lieux de conservation des archives belges de guerre. Mais le CEGES est loin d'être le seul lieu de conservation de ces archives privées comme l'a également montré Luis Angel Bernardo y Garcia.

Outre les archives "papier" dont il a largement été question au cours de cette journée, il y a également lieu de prendre en compte les archives audio-visuelles dont les nombreuses collections photographiques dont l'exploitation n'est qu'à ses débuts. On pourrait même aller encore plus loin : quantité de richesses photographiques demeurent encore dans les mains de particuliers. Par ailleurs, plus que pour d'autres périodes, des interviews d'acteurs privilégiés mais aussi le recours au témoignage oral pour certains groupes constituent des pistes extrêmement fertiles à la fois en complément aux archives « papier » mais aussi parfois en l'absence de celles-ci.

En collaboration avec les universités belges, le CEGES a indubitablement joué un rôle précurseur dans les recherches sur la Seconde Guerre mondiale et ses lendemains. Ses travaux ont attiré l'attention sur la valeur de certaines archives et ont ainsi contribué à ce que soient conservés des documents qui auraient autrement été détruits. L'exposé de Frank Seberechts décrit les péripéties de la politique archivistique belge en matière d'archives de guerre. Plusieurs autres contributions laissent entrevoir que les archives se trouvent dans un état précaire. Les orateurs signalent aussi que les ressources humaines pour ouvrir ces archives à la recherche sont limitées. Luc Vandeweyer fait remarquer qu'il faudra encore plusieurs années pour ouvrir à la recherche les

archives relatives à la guerre, conservées par le ministère des Finances, et qui présentent un intérêt non seulement pour l'étude de l'histoire de la guerre, mais également pour celle des entreprises.

En regard de ces problèmes et de ces obstacles, on trouve l'immense intérêt du public pour l'histoire de la guerre, ainsi que l'importance sociale de la compréhension de cette période sensible, fondée sur de solides bases heuristiques. Les archivistes et les chercheurs pourraient mettre à profit cette situation pour attirer l'attention des responsables politiques sur la nécessité de conserver, étudier et ouvrir à la recherche le « patrimoine de la guerre ». Une conjugaison des forces semble indiquée à cet effet. Les principaux acteurs dans ce domaine, à savoir les Archives de l'État et le CEGES, pourraient développer ensemble une stratégie pour sauvegarder les archives, tant publiques que privées, qui seraient encore dépourvues d'une conservation garantie. Le transfert des services de l'incivisme de la Justice militaire devrait être une des priorités dans ce contexte, ne fût-ce que pour pouvoir satisfaire raisonnablement à la demande énorme de parents, de proches et d'autres intéressés qui voudraient consulter ces archives. Il faudra réfléchir à la transformation et à une éventuelle intégration du Service des Victimes de la Guerre. Enfin, il faudra trouver des synergies avec les principaux musées de la guerre, comme le Musée de l'Armée (qui détient évidemment aussi une importante collection d'archives de guerre), le Mémorial National du Fort de Breendonck et la Caserne Dossin.

A l'heure de la digitalisation, les synergies peuvent se faire dans le respect de l'identité de chacune des institutions concernées. Bien sûr, les institutions publiques n'ont pas le monopole de cette période et nombre d'institutions privées conservent elles aussi des fonds essentiels. Le dialogue et des partenariats doivent bien évidemment les inclure. Mais l'essentiel est de permettre à l'information d'être visible et accessible. A l'instar de ce qui s'est fait pour la Première Guerre<sup>i</sup>, il serait grand temps de disposer d'un guide (imprimé et en version digitale) portant spécifiquement sur les archives de la Seconde Guerre mondiale et de ses suites, qui approfondirait et développerait l'aperçu déjà réalisé par Dirk Martin.

Cette journée s'est aussi voulue comme un indispensable et fructueux dialogue entre archivistes et chercheurs. De nombreux projets de recherche sont en chantier. Pour les mener à pied, non seulement l'accès aux archives est indispensable mais ce qui l'est tout autant c'est le souci de l'archive, la nécessité de responsabilisation de tous les détenteurs d'archives. S'il reste sans doute des efforts à faire, force est de constater combien la situation s'est améliorée même si la vigilance reste toujours de mise. Les archivistes en sont d'ailleurs pleinement conscients eux qui ont souvent aussi fait oeuvre de chercheurs. Cette journée a permis de révéler la richesse de fonds encore peu voire quasiment pas exploités. On se retrouve donc devant un éventail de possibilités que ne soupçonnaient sans doute pas les pionniers qui ont ouvert le champ de la recherche sur la Seconde Guerre au cours des années 1970. Comme l'a souligné Pierre-Alain Tallier, 75% des acquis l'ont été au cours de ces dix dernières années, mais le chantier est encore largement ouvert

puisque les trois cinquièmes demeurent aujourd'hui encore inaccessibles à la recherche. Si l'offre s'est modifiée, la demande en termes de recherche a elle aussi évolué. Chaque génération apporte de nouvelles interrogations mais, dans le même temps, des archives nouvellement accessibles à la recherche permettent enfin de traiter des questionnements anciens. Ainsi, plusieurs contributions insistent plus sur les cadres institutionnels des politiques menées à la libération là où, par le passé, les chercheurs s'étaient plus focalisés sur les groupes cibles de ces politiques : résistants, collaborateurs, victimes de persécutions. D'autres acteurs, d'autres groupes sociaux, d'autres problématiques motivent les chercheurs. Cette journée en a posé un certain nombre. C'est là un travail légitime pour lequel il est bon de prendre le temps de s'arrêter, de faire le bilan des nouveaux acquis tant sur le plan heuristique qu'en termes de recherche. L'heure est venue de marquer de nouveaux jalons et de réfléchir aux pistes de demain tant il est vrai que l'histoire de la guerre et de la sortie de guerre est loin d'être achevée. Les débats sociétaux qui jalonnent périodiquement l'actualité sont autant d'occasions de nous rappeler ce passé toujours présent tout à la fois refoulé et occulté, ce qui explique sans doute le caractère polémique de certaines prises de position lors de débats publics.

Une telle journée est également l'occasion pour les chercheurs d'énoncer les obstacles rencontrés sur le plan heuristique au cours de leurs recherches, de proposer des réponses. C'est cette approche qui a occupé la deuxième partie de cette riche journée. Grosso modo, plusieurs constats peuvent être épinglés. Il y a d'abord le volet positif. De manière générale, les chercheurs ont à la fois épinglé l'amélioration de la situation, notamment les efforts consentis par les Archives Générales du Royaume mais aussi par d'autres instances dont nombre de communes. Autre aspect que nous qualifierons de positif, c'est la quantité d'archives conservées. La complainte n'est pas de l'ordre du trop peu mais bien du trop. Au registre des éléments négatifs, quatre constats reviennent de façon récurrente dans les différentes contributions:

1. La dispersion des collections ;
2. L'absence d'instruments adéquats ;
3. Un contexte législatif difficile ;
4. La situation de certains fonds en particulier.

Parcourons rapidement ces quatre questions qui ne sont pas neuves et qui sont bien connues des chercheurs travaillant sur cette période.

- La dispersion des collections: il n'existe pas un lieu centralisé qui intégrerait l'ensemble des collections disponibles. Cette dispersion est un héritage lié à la spécificité de la situation belge. Il n'est sans doute plus possible d'y remédier mais il est tout à fait possible d'investir en

termes d'information et la suggestion – déjà formulée – d'un guide permettrait sans doute au chercheur un gain de temps. A terme, la mise en ligne de fonds éparpillés pourrait également constituer une réponse à la dispersion. Au-delà des institutions belges, il faudrait bien évidemment accorder une place particulière aux fonds conservés à l'étranger.

- L'absence d'instrument(s) adéquat(s): de manière générale, les chercheurs présents ont souligné combien en matière d'inventaires disponibles, la situation s'était améliorée mais il demeure un certain nombre de sujets pour lesquels l'absence d'aperçu des collections est particulièrement dommageable. De toute évidence, cette situation a été plus spécifiquement épinglée pour des domaines demeurés largement fermés à la recherche durant des décennies comme le fonctionnement de l'appareil judiciaire et répressif.
- Un contexte législatif difficile: plusieurs intervenants ont souligné combien la législation de 1955 (entre-temps modifiée) avait constitué un obstacle dans l'accès à certains fonds. La situation est globalement en voie d'amélioration mais force est de constater que la progression n'est pas identique sur tous les terrains.
- La situation de certains fonds en particulier: là aussi, certains sujets demeurent difficiles dans la mesure où l'accès à certains fonds demeure problématique voire relève plus de la dérogation personnelle que d'une règle transparente. Certains rouages semblent échapper à la règle et posent des problèmes aigus en termes de recherche. Mentionnons notamment les archives de la défense nationale, celles de la Sûreté de l'Etat...La difficulté d'accès aux archives de certains cabinets ministériels est un sujet auquel ne sont pas confrontés, loin s'en faut, les seuls chercheurs travaillant sur la Seconde Guerre et son héritage.

Au bilan, ces actes sont donc le reflet d'une dynamique en mouvement qui affecte à la fois les institutions détentrices d'archives et les chercheurs utilisateurs de ces mêmes archives. Cette dynamique est révélatrice de l'intérêt persistant de l'histoire de la Seconde Guerre dans une perspective large, de l'avant-guerre à nos jours. Cette dynamique continue de se révéler extrêmement féconde sur le plan historiographique et un certain nombre de recherches présentées augurent encore de quantité de sauts qualitatifs quant à la connaissance fine des enjeux majeurs de cette période. Restent d'autres défis dont celui de dépasser les tabous qui hantent encore certains pans de cette histoire. Il est temps aujourd'hui de mettre fin aux politiques du silence qui ont été menées au nom de la paix des familles et qui ont sans doute plus nourri le refoulement, les mythes et les tabous que contribuer à une approche lucide et adulte du passé. Reste aussi à traduire le fruit de ces recherches pour un plus large public à la fois demandeur mais aussi fermé aux acquis de la recherche académique. Aux historiens d'inventer, de réinventer sans cesse la méthode qui permettra à leurs travaux une meilleure diffusion et un plus large impact sur le plan sociétal. Aux

sociétés d'oser affronter tous les pans de ce passé, de surmonter les traumatismes individuels et collectifs pour avoir une relation sereine à cette période difficile. La démocratie a tout à y gagner!

In de nasleep van de Tweede Wereldoorlog. Tussen vergeten, vergoeden, heropbouw en repressie. Beschikbare bronnen en stand van het onderzoek

### **Conclusie van een studiedag**

In de Belgische geschiedschrijving is de episode van de Tweede Wereldoorlog en zijn nasleep zeker geen ondergeschoven kind. In de lopende bibliografie over de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog die tussen 1970 en 2006 door medewerkers van het Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij (SOMA) werd opgesteld, staan meer dan 8.000 titels ([www.cegesoma.be/cms/bibliographies\\_nl.php](http://www.cegesoma.be/cms/bibliographies_nl.php)). Er zijn geen aanwijzingen dat de historiografische activiteit de laatste jaren is afgenomen, wel integendeel. Eerder bestaat de indruk dat de belangstelling toeneemt, niet alleen bij vorsers maar ook bij een breed publiek van geïnteresseerden, vaak mensen die op zoek zijn naar de oorlogsgeschiedenis van de eigen familie of de eigen streek.

In zijn inleiding schetst Xavier Rousseaux zeer treffend dat de man en de vrouw in de straat in oorlogstijd in een uitzonderlijke toestand terechtkomen, die hen tevens voor ongewone keuzes plaatst. Buitengewone historische momenten roepen uiteraard ongewone vragen op. Na een eerste fase van zoeken naar vergetelheid, werden massaal vragen gesteld, en de lijst aan vragen is nog lang niet uitgeput, ook al werden bepaalde aspecten en handelwijzen uit die periode eerder verdrongen. Er blijven almaar minder rechtstreekse getuigen van de Tweede Wereldoorlog over, maar toch moeten we erkennen dat historici nooit een monopolie kunnen verwerven over de geschiedenis van de oorlog en zijn nasleep.

De maatschappelijke vragen over die periode moeten worden beantwoord met respect voor ethiek en het privé-leven. Het komt erop aan vanuit de individuele, familiale en lokale keuzes die werden gemaakt, de mechanismen trachten te begrijpen die een samenleving hebben aangestuurd tijdens de crisis van haar bezetting door een vreemde mogendheid. Daarnaast moeten zowel de individuele als de maatschappelijke erfenis van deze traumatiserende periode worden gevat. Om de verwerking van het verleden mogelijk te maken, hetgeen essentieel is in een democratie, moet aan een aantal basiscriteria worden voldaan, waaronder toegang tot informatie – en dus ook tot de archieven – en duidelijke transparantieregels.

De belangstelling voor deze periode wordt bevestigd door de archivariissen die het woord voerden op de studiedag. De oorlogsarchieven genieten een massale belangstelling, niet alleen van klassieke navorsers, maar ook van een breed publiek met andere dan louter wetenschappelijke motieven. Dat is een eerste conclusie.



Tweede conclusie is dat er een zeer rijk en uitgebreid oorlogsarchief bestaat. In historische kringen staat oorlog doorgaans synoniem voor de vernietiging van archief. Maar oorlog is ook de moeder van vele archieven. Pierre-Alain Tallier rekende voor dat het oorlogsarchief in de collecties van het Rijksarchief ca. 12% uitmaakt van het modern archief. Een simpele – ongetwijfeld te simpele – rekensom leert dat de vijf oorlogsjaren dus bijna vijf keer meer archief genereerden dan normaal kan worden verwacht als we er van uitgaan dat de vijf oorlogsjaren 2,5% uitmaken van de ca. twee eeuwen modern archief. In totaal gaat het om 19 km. archief waarvan drie vierden de laatste 10 jaar werden verworven. Het valt te verwachten dat de collectie oorlogsarchieven van het Rijksarchief nog fors zal uitbreiden in de komende jaren. Er kan bijvoorbeeld gewezen worden op de inspanningen van het Rijksarchief om de archieven met betrekking tot het incivisme, van het Militair Gerecht te verwerven. Die inspanningen hebben op dit moment al een eerste effect gesorteerd, maar de bulk van de archieven, met name de strafdossiers van wegens incivisme veroordeelde Belgen, laat nog op zich wachten. Lawrence Van Haecke brengt verslag uit over de geschiedenis en de actuele toestand van de archieven van het Militair Gerecht en enkele aanvullende archieven, in casu het Hoog Commissariaat voor 's Rijks Veiligheid en het archief van de Prins-Regent. Hij kan daarbij voortbouwen op het werk van Rolande Depoortere en de inventarissen van Paul Drossens.

Dat oorlog veel archief baart is niet verwonderlijk. Er worden door toedoen van de bezettende overheid nieuwe instellingen gecreëerd die archief produceren. Maar vooral de nasleep van de oorlog zorgt voor een zeer grote aangroei van archief.

De Staat, die na de oorlog haar hoofdplichten weer soeverein kon uitoefenen, wenste alle aspecten van de erfenis van het conflict te beheren: repressie van de collaboratie, herstellen van materiële schade, schadeloosstelling van de slachtoffers, toekenning van een heldenstatus, een herinneringsbeleid uitstippelen op lange termijn. Al deze acties hebben heel wat archief nagelaten.

Er is niet alleen de reeds vernoemde bestraffing van het incivisme dat voor strafrechtelijke en burgerrechtelijke archieven zorgt. Er is dan ook nog de financiële bestraffing, met o.m. het sekwester dat van ongemeen groot belang is zoals uit de bijdrage van Luc Vandeweyer blijkt. De gevangenschap van tienduizenden Belgen in interneringscentra en gevangnissen genereert ook archief. Paul Drossens wijst op het belang ervan. Ook slachtoffers van de oorlog laten (gelukkig) sporen na. Er zijn natuurlijk de archieven van de vervolgingen tijdens de oorlog zelf, meestal Duitse archieven, maar niet uitsluitend zoals uit het artikel van Drossens blijkt. Het gros van het archief is evenwel ook in dit veld naoorlogs. Belgen die oorlogsschade ondervonden hadden, konden een beroep doen op de Dienst Oorlogsschade.

Het archief van het ministerie voor de Wederopbouw vormt een immens werkterrein van zowat 10 strekkende kilometer archief, dat beetje bij beetje wordt ontsloten. Men mag niet

vergeten dat meer dan 20% van de gebouwen hebben geleden onder de oorlog. De uitdaging was dus enorm!

Belgen die slachtoffer werden van vervolgingen genoten erkenning en steun van de Dienst voor Oorlogsslachtoffers, een nog steeds actieve administratie die een rijk archief herbergt, zoals bleek uit de bijdrage van Gert de Prins op de studiedag (zie ook <http://warvictims.fgov.be>). De erkenning van Belgen die in het verzet gestaan hadden of anderszins nationale verdiensten hadden verworven is eveneens een interessante naoorlogse bron, zoals o.m. blijkt uit de bijdrage van Michaël Amara.

De oorlogsgeschiedenis is vanzelfsprekend niet uitsluitend het werkterrein van de Belgisch overheid en van Belgische publiekrechtelijk archieven. Zo zijn er de archieven van de bezettende overheid, die vaak in buitenlandse archiefdiensten berusten, evenals de archieven van de vele organisaties, private instellingen en individuen die een rol speelden tijdens en na de bezetting. Het SOMA en zijn voorloper het Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog hebben de afgelopen 40 jaar belangrijke inspanningen geleverd om deze archieven en collecties te verzamelen en ter beschikking te stellen van het onderzoek. Voor een overzicht zie: [http://www.cegesoma.be/cms/archives\\_nl.php](http://www.cegesoma.be/cms/archives_nl.php). Voor een overzicht van alle bestanden en vindplaatsen van Belgisch oorlogsarchief zie het artikel van SOMA-archivaris Dirk Martin in de *Bronnen voor de studie van het Hedendaagse België*.

Zoals ook Luis Angel Bernardo y Garcia heeft aangetoond is het SOMA niet de enige plaats waar privé-archief wordt bewaard.

Naast het papieren archief, waar deze studiedag het uitvoerig over gehad heeft, is er ook audiovisueel archief, waaronder talrijke fotoverzamelingen waarvan de exploitatie nog maar net begonnen is. Bovendien bevinden heel wat waardevolle fotocollecties zich nog in privé-handen. Meer nog dan voor andere geschiedkundige periodes bieden interviews met bevoorrechte actoren evenals mondelinge getuigenissen van bepaalde groepen, uiterst vruchtbare informatie, als aanvulling op de papieren archieven, en soms zijn ze zelfs, bij ontstentenis van archiefdocumenten, de voornaamste bron.

Samen met de Belgische universiteiten heeft het SOMA ongetwijfeld een voortrekkersrol gespeeld in het onderzoek naar de Tweede Wereldoorlog en zijn nasleep. Dat heeft de aandacht gevestigd op het belang van sommige archieven en ongetwijfeld mee gezorgd voor de bewaring van bestanden die anders mogelijk vernietigd waren geweest. Frank Seberechts wijst in zijn bijdrage op de peripetieën van het Belgische archiefbeleid inzake oorlogsarchieven. Verscheidene andere bijdragen duiden aan dat sommige archieven zich in een precaire toestand bevinden. Daarnaast zijn er uiteraard beperkingen in de inzetbaarheid van mensen om archieven te ontsluiten. Luc Vandeweyer wijst erop dat de ontsluiting van de oorlogsgelateerde archieven van

het Ministerie van Financiën –dat overigens niet alleen voor de oorlogsgeschiedenis in de strikte zin van het woord, maar ook voor bedrijfsgeschiedenis van belang is- nog vele jaren voor de boeg heeft.

Tegenover deze problemen en hindernissen staat de grote publieke belangstelling voor de oorlogsgeschiedenis en het maatschappelijk belang van een op een deugdelijke heuristiek gebaseerde kennis van deze gevoelige periode in onze geschiedenis. Archivarissen en onderzoekers zouden hiervan een troef kunnen maken om beleidsverantwoordelijken te attenderen op het ‘erfgoed van de oorlog’ en op de noodzaak om dit erfgoed te bewaren, ontsluiten en onderzoeken. Een bundeling van krachten is daarbij aangewezen. De belangrijkste spelers werden hierboven al genoemd: Rijksarchief en SOMA. Zij zouden samen een strategie kunnen ontwikkelen voor het veiligstellen van archieven die nog geen verzekerde bewaring hebben, zowel privéarchieven als overheidsarchieven. De overheveling van de diensten van incivisme van het Militair Gerecht moet daarbij een prioriteit zijn, al was het maar om aan de zeer grote vraag van familieleden, nabestaanden en andere geïnteresseerden in de inzage van deze archieven, op een verantwoorde manier te kunnen voldoen. Er moet worden nagedacht over de transformatie en mogelijke integratie van de Dienst voor Oorlogsslachtoffers. Voorts moeten synergieën worden gezocht met belangrijke oorlogsmusea zoals het Legermuseum (dat vanzelfsprekend ook een belangrijke collectie oorlogsarchief heeft), het Nationaal Memoriaal Breendonk en Kazerne Dossin.

In ons digitale tijdperk kunnen gemakkelijk synergieën worden ontwikkeld met behoud van de identiteit van elke betrokken instelling. Overheidsinstellingen hebben uiteraard geen monopolie op de studie over deze historische periode; heel wat belangrijk archief bevindt zich trouwens in privé-instellingen. Via dialoog en partnership kunnen deze bij het onderzoek betrokken worden. Hoofdzaak is evenwel om de informatie kenbaar en toegankelijk te maken. In die optiek is het dan ook hoog tijd dat, net zoals voor de Eerste Wereldoorlog, een gedrukte en digitale gids verschijnt over het archief van de Tweede Wereldoorlog en zijn nasleep, als uitdieping van en aanvulling op het overzicht dat door Dirk Martin werd opgemaakt.

Deze studiedag wilde ook een forum bieden voor een onmisbare en vruchtbare dialoog tussen archivarissen en vorsers. Heel wat onderzoeksprojecten staan op stapel. Om ze tot een goed einde te brengen, moet het archief niet alleen toegankelijk zijn, maar dient evenzeer een algemeen klimaat te heersen van archiefzorg en verantwoordelijkheidszin bij de eigenaars van de documenten. Wellicht moeten nog heel wat inspanningen worden geleverd op dit vlak, maar de toestand is al heel wat verbeterd, ook al blijft waakzaamheid geboden. De archivarissen, die vaak zelf als vorsers optreden, zijn zich hier terdege van bewust. Deze studiedag heeft ook een enorme rijkdom aan archiefbestanden aan het licht gebracht die nog niet of nauwelijks werden geëxploiteerd. Er is dus nog een hele resem aan mogelijkheden, waar de pioniers van het

onderzoeksterrein over de Tweede Wereldoorlog in de jaren 1970 waarschijnlijk geen weet van hadden. Zoals Pierre-Alain Tallier heeft benadrukt werd 75% van het archiefonderzoek over WO II gerealiseerd tijdens het laatste decennium, en er is nog heel wat werk aan de winkel, want zowat drie vijfden van de documenten blijven nog verstoken van toegang. Niet alleen het aanbod, maar ook de vraag inzake onderzoek is geëvolueerd. Elke nieuwe generatie stelt weer andere vragen, en tegelijkertijd biedt pas ontsloten archief een uiteindelijk antwoord op oudere vraagstellingen. Vandaag gaan meerdere bijdragen bijvoorbeeld eerder over het institutionele kader van het beleid dat bij de bevrijding werd gevoerd, terwijl onderzoekers zich vroeger focusten op de doelgroepen van dit beleid, zoals weerstanders, collaborateurs, slachtoffers van vervolging. Onderzoekers richten zich op andere actoren, andere sociale groepen, nieuwe problemen, waarvan een aantal tijdens deze studiedag zijn aan bod gekomen. Het loont de moeite even stil te staan bij deze gegronde aanpak, en de balans op te maken van de nieuwe verworvenheden inzake heuristiek en onderzoek. Dit is een moment om na te denken over het uitstippelen van denkspistes voor de toekomst, want het verhaal over de oorlog en zijn nasleep is verre van afgerond. Het maatschappelijk debat erover dat geregeld de actualiteit doorkruist herinnert ons aan de blijvende aanwezigheid van een verdrongen en verborgen verleden, dat aanleiding kan geven tot polemiek in stellingnamen tijdens publieke discussies.

In het tweede deel van deze studiedag kregen de onderzoekers ook de gelegenheid om melding te maken van de hinderpalen waar ze op heuristisch vlak mee te maken krijgen en om zelf mogelijke oplossingen aan te reiken. Hierbij kwamen verschillende vaststellingen naar voren. Aan de positieve kant maakten de onderzoekers melding van vooruitgang, meer bepaald dankzij de inspanningen van het Algemeen Rijksarchief en van andere instanties, waaronder de gemeenten. Ook het volume van de bewaarde archieven wordt als positief ervaren, en de enige klachten gaan over het “te veel” eerder dan een “te weinig”. Aan de min kant komen vier vaststellingen telkens terug in de verschillende bijdragen:

1. De verzamelingen liggen verspreid
2. Er zijn geen geschikte instrumenten
3. De wettelijke context is ingewikkeld
4. De toestand waarin sommige archieven zich bevinden.

Hierna een kort overzicht van deze vier kwesties, die helemaal niet nieuw zijn en waarmee de vorsers die op deze periode van de geschiedenis werken, goed vertrouwd zijn.

- Verspreiding van de verzamelingen: de beschikbare verzamelingen worden niet bewaard op één centrale plaats. Deze verstrooiing is een erfenis van de typisch Belgische situatie, en het is waarschijnlijk niet meer mogelijk om hier nog iets aan te veranderen. Toch zou kunnen geïnvesteerd worden in informatieoverdracht en het uitwerken van de hierboven reeds

vermelde gids zou de onderzoeker heel wat tijd kunnen doen winnen. Het online brengen van de archieven die verspreid liggen is een andere mogelijkheid. Niet alleen de archiefbestanden van Belgische instellingen, maar eveneens deze in het buitenland, moeten hierbij de gepaste aandacht krijgen.

- Ontbreken van gepaste toegangen: Algemeen gesproken wijzen de aanwezige onderzoekers erop dat weliswaar steeds meer inventarissen ter beschikking komen, maar dat er, spijtig genoeg, voor een aantal onderwerpen geen overzichten bestaan. Dit is natuurlijk vooral het geval voor domeinen die decennialang werden afgeschermd van onderzoek, zoals de werking van het gerechtelijk apparaat en de repressie.
- Een ingewikkelde wettelijke context: verschillende sprekers hebben benadrukt dat de archiefwet van 1955 (die inmiddels werd aangepast) de toegang tot sommige documenten in de weg stond. Globaal gezien is een verbetering merkbaar maar er wordt niet op alle terreinen dezelfde vooruitgang geboekt.
- De toestand van sommige archiefbestanden: het blijft moeilijk sommige onderwerpen te bestuderen, aangezien de toegang tot het archief erover werkelijk problematisch is; wanneer de documenten kunnen worden ingekeken, is dit eerder op basis van een persoonlijke gunst dan van een transparante regelgeving. Sommige instellingen lijken zelfs buiten de regelgeving te vallen en onderzoek van hun archief stelt dan ook ernstige problemen. Denken we in dit verband aan het archief van Defensie of van de Staatsveiligheid. En niet enkel vorsers die onderzoek verrichten over de Tweede Wereldoorlog en de gevolgen ervan, ondervinden moeilijkheden om de archieven van sommige ministeriële kabinetten te mogen raadplegen...

De akten van de studiedag vestigen dus de aandacht op een dynamische evolutie die zowel archiefinstellingen als de onderzoekers die dit archief raadplegen aanbelangt. Die dynamiek getuigt van de duurzame belangstelling voor de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog in een ruimer perspectief, gaande van de aanloop naar het conflict tot de impact ervan in onze tijd. Diezelfde dynamiek blijft de productiviteit van de geschiedschrijving aanzwengelen. Uit de onderzoeksresultaten die tijdens deze studiedag werden voorgesteld kan trouwens worden afgeleid dat nog heel wat kwalitatieve vooruitgang zal worden geboekt, en dat met name meer details zullen bekend raken over waar het tijdens die periode allemaal om draaide. Uitdagingen die nog moeten worden aangegaan betreffen de taboes die nog hangen over bepaalde delen van dit verleden. Het is tijd dat een einde wordt gesteld aan het beleid van stilzwijgen, dat werd gevoerd in naam van de gemoedsrust van betrokken families, en dat misschien enkel heeft geleid tot nog meer verdringing, mythe- en taboevorming, in plaats van bij te dragen tot een volwassen en lucide benadering van het verleden. De resultaten van al dit onderzoek moeten ook nog worden vertaald naar het grote publiek, dat alvast vragende partij is maar geen toegang heeft tot de

verworvenheden van de academische research. De geschiedkundigen moeten almaar blijven zoeken naar steeds nieuwe methodes om hun bevindingen beter bekend te maken en een ruimere maatschappelijke impact te geven. De samenleving van haar kant moet alle aspecten van dit verleden onder ogen durven zien, en individuele en collectieve trauma's verwerken om een serene verhouding op te bouwen met die moeilijke periode. De democratie zal er wel bij varen!

---

<sup>i</sup> Vanden Bosch H., Amara M., D'Hooghe V., sous la dir de Tallier P.A , Guide des sources de la Première Guerre Mondiale en Belgique/Archievenoverzicht betreffende de Eerste Wereldoorlog in België, Algemeen Rijksarchief, Archives générales du Royaume, 2010. - 2 vol.